

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 SEPTEMBRE 2020

Délibération n° 2020-136- DC

Date d'affichage :

Le 17 septembre 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 62
Excusé(s) : 17
Dont représenté(s) : 11
Absent(s) : 2

Nombre de votants : 73

Secrétaires de séance :

*Madame Isabelle DEVAUX, 3ème
vice-Présidente et conseillère
communautaire de la commune de
Gennes-Val-de-Loire, et Monsieur
Michel DELPHIN, conseiller
communautaire de la Commune
de Doué-en-Anjou*

Le dix septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis par des expositions du Breil - avenue du Breil à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le trois septembre deux mille vingt.

Présents : (62)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Gaëlle FAURE, Dominique GACHET, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Eric TOURON par Sonia CHAMBRY

Excusés : (17)

Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Astrid LELIEVRE, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Loïc BIDAULT, Bertrand CHANDOUINEAU, Colette GAGNEUX, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU

Dont excusés ayant donné pouvoir : (11)

Michel PATTEE à Michel DELPHIN, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Yves BOUCHER, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Bertrand CHANDOUINEAU à Patricia VILLARME, Nathalie LIEBAULT à Bruno PROD'HOMME, Nathalie MORON à Anatole MICHEAUD, Sylvie TAUGOURDEAU à Grégory PIERRE.

Absents : (2)

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Emmanuel BRAULT

CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT (CPA) PASSÉE AVEC ALTER CITÉS - ANJOU ACTIPARC LA RONDE À ALLONNES/NEUILLÉ - COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019 (CRAC)

La Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, devenue depuis le 1er janvier 2017, après fusion-extension, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, a confié à ALTER Cités (ex-SODEMEL), dans le cadre d'une Convention Publique d'Aménagement approuvée le 30 janvier 2001, l'extension de la zone d'activités de La Ronde (Allonnes/Neuillé).

Conformément à l'article 17 de cette Convention Publique d'Aménagement, ALTER Cités doit présenter chaque année un bilan financier prévisionnel remis à jour.

Sur cette base, le bilan prévisionnel financier actualisé au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

Le bilan prévisionnel financier révisé au 31 décembre 2019 portant sur les dépenses et les recettes de l'opération s'établit à 10 185 000 € HT.

La participation de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, au titre de l'équilibre, s'élevait à hauteur de 4 760 000 €. Cette participation a été soldée au 31 décembre 2018.

De fait, le montant de la participation de la Collectivité pour 2020 est de 0 €, identique au montant de 2019.

Aussi,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et, plus particulièrement, l'article L 5216-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saurumurois, de la Communauté de Communes Loire-Longué et de la Communauté de Communes du Gennois avec extension aux Communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu la Convention Publique d'Aménagement approuvée le 30 janvier 2001, de l'avenant n° 1 approuvé le 26 juin 2003, de l'avenant n° 2 approuvé le 25 novembre 2004, de l'avenant n° 3 approuvé le 30 mars 2006, de l'avenant n° 4 approuvé le 1er décembre 2016 et de l'avenant n° 5 approuvé le 22 juin 2017 ;

Vu le bilan financier prévisionnel révisé au 31 décembre 2019 établi par ALTER Cités ;

Vu le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (C.R.A.C.) présenté ALTER Cités ;

Vu le rapport soumis aux Conseillers Communautaires,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le bilan financier prévisionnel révisé en date du 31 décembre 2019 concernant l'opération Anjou Actiparc de La Ronde à Allonnes/Neuillé, portant les dépenses et les recettes de l'opération à 10 185 000 € HT.

- **D'APPROUVER** le tableau de cessions de l'année 2019 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer le Compte-Rendu d'Activités à la Collectivité (CRAC) arrêté au 31 décembre 2019.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 73 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Matière de l'acte	7 – Finances locales	7.4 Interventions économiques	7.4.4 Autres
-------------------	----------------------	-------------------------------	--------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »